Section de Haute-Garonne

Toulouse, le 20 janvier 2021

Communiqué de Presse

En plein marasme sanitaire, économique et social, les Finances Publiques aussi subissent des plans sociaux

Les représentant-es des personnels de la DRFiP 31 (Direction Régionale des Finances Publiques) étaient convoqués le vendredi 15 janvier pour un Comité Technique destiné à entériner le plan de suppressions d'emplois au titre de 2021. ***Solidaires Finances Publiques*, 1ère organisation syndicale avec 50 % des sièges a boycotté ce comité** et organisé, avec la CGT, un rassemblement des personnels qui a réuni plusieurs dizaines d'agent-es malgré la difficulté de la période. **Un nouveau comité est convoqué le jeudi 21 janvier et *Solidaires Finances Publiques* ne participera pas plus à cautionner ce nouveau plan social et boycottera à nouveau cette instance.**

Dans un contexte d'une rare violence sur le plan politique, économique, social, environnemental et face à une période pandémique inédite **le gouvernement n'a rien changé à son idéologie visant à détruire la DGFiP**.
Qu'on en juge par les chiffres d'abord :
– au plan national : 1 800 suppressions d'emplois en 2021 et près de 30 000 emplois supprimés depuis la création de la DGFiP en 2009 (fusion Direction Générale des Impôts et Direction Générale de la Comptabilité Publique)
– au plan de l'Occitanie : 156 suppressions d'emplois en 2021 et près de 2 000 emplois supprimés depuis 2009.
– en Haute-Garonne : 53 suppressions en 2021 et près de 300 suppressions depuis 2009, soit près d'un sixième des effectifs actuels de la DRFiP 31.

La crise sanitaire a pourtant mis en avant l'utilité sociale, économique et budgétaire des missions de la DGFiP au cœur du fonctionnement de l'État et au service des populations :
– les missions de la gestion publique avec les trésoreries hospitalières, les paieries régionale et départementale et toutes les trésoreries qui ont assuré leurs tâches, en présentiel, durant les confinements,
– la gestion fiscale avec, là aussi en présentiel, les services d'accueil et les SIP (Services des Impôts des Particuliers) pour les renseignements déclaratifs et de paiements, mais aussi les services de la fiscalité professionnelle comme les SIE (Services des Impôts des Entreprises), notamment avec la prise en charge de la gestion du fonds national de solidarité. Et ce sans compter l'accueil permanent d'un public toujours très nombreux dans les centres des finances publiques.

Nos dirigeants nationaux et locaux n'ont pourtant tenu aucun compte de cette leçon d'engagement des agent-es et du besoin de service public de proximité des usager-es. Ils n'ont rien changé à leurs plans de restructurations qui voient, dès ce 1er janvier 2021, des trésoreries fermer et des services fusionner. Deux exemples.

Paradoxe du gouvernement qui vient de dévoiler la liste des communes du programme *« Petites villes de demain »*, communes *« exerçant des fonctions de centralité sur leur bassin de vie et montrant des signes de vulnérabilité ».* Sur les 18 communes retenues en Haute-Garonne et qui vont donc signer « *une opération de revitalisation du territoire* », 14 avaient ou ont encore une trésorerie sur leur territoire. Or, **toutes ces trésoreries vont être supprimées sous leur forme actuelle** (conseil aux collectivités et gestion de leurs recettes et dépenses, encaissement des recettes fiscales et produits locaux des collectivités et des régies, gestion des Ephad et hôpitaux,…) !!! Ils ont dit « *revitalisation du territoire* » ?

Paradoxe du gouvernement qui conduit une concentration sans précédent des missions de fiscalité professionnelle dans des centres de « back-office » qui n'apporteront aucun soutien aux populations locales et vont éloigner les usagers de leurs services de proximité. **Et qui dans le même temps a créé un service de soutien aux « start-up et entreprises particulièrement innovantes »** pour les aider dans leurs démarches fiscales. Pourquoi pas ? Mais pas quand dans le même temps on restreint, voire on supprime, l'accueil des plus petites entreprises, artisans et auto-entrepreneurs qui sont sans aucun doute ceux qui ont le plus besoin du soutien et de l'information des agent-es publics.

L'aveuglement idéologique du gouvernement et des « hautes hiérarchies » nationale et locale de la DGFiP est néfaste pour les élu-es, les populations et les agent-es. *Solidaires Finances Publiques* dénonce et continuera de combattre cette idéologie, les plans sociaux à répétition et la casse de ce service public majeur.

Contact Presse
Christian TERRANCLE 06 19 35 90 26